

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

PREMIER MINISTRE

Décret portant radiation d'un fonctionnaire du corps des administrateurs civils.

Par décret du Président de la République en date du 23 août 1968, M. Henri Lacam, administrateur civil de 1^{re} classe affecté au ministère de l'économie et des finances, nommé receveur-percepteur d'Etampes par arrêté du 28 juin 1968, est radié du corps des administrateurs civils à compter du 16 septembre 1968, date de l'installation dans sa nouvelle fonction.

INFORMATION

Taux de l'indemnité de caisse et de responsabilité allouée aux chefs de centre Redevance, fonctionnaires de l'Office de radiodiffusion-télévision française.

Le ministre de l'économie et des finances et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de l'information,

Vu le décret n° 50-417 du 7 avril 1950 attribuant une indemnité de gérance et de responsabilité aux chefs de centre hors classe et de 1^{re} classe de la radiodiffusion-télévision française ;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1946, modifié par les arrêtés du 27 avril 1951, du 12 janvier 1954, du 17 janvier 1955, du 9 juillet 1955 et du 22 avril 1963, relatif aux indemnités de caisse et de responsabilité attribuées à certains fonctionnaires et agents de la radiodiffusion-télévision française,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — L'alinéa 4 de l'article 4 de l'arrêté du 17 juillet 1946, modifié en dernier lieu par l'arrêté du 22 avril 1963, est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les fonctionnaires et agents de la radiodiffusion-télévision française, chargés effectivement de la direction d'un centre de redevance, pourront prétendre à l'attribution d'une indemnité de caisse et de responsabilité dont les taux annuels sont fixés comme suit pour les agents non logés par l'administration :

- « 2.771 à 3.802 F pour les centres de classe exceptionnelle ;
- « 2.281 à 2.704 F pour les centres hors classe ;
- « 1.757 à 2.281 F pour les centres de 1^{re} classe,

« sans que le taux unitaire moyen puisse dépasser :

- « 3.286 F pour les centres de classe exceptionnelle ;
- « 2.492 F pour les centres hors classe ;
- « 2.019 F pour les centres de 1^{re} classe ».

Art. 2. — Le directeur général de l'Office de radiodiffusion-télévision française est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 1967.

Fait à Paris, le 26 août 1968.

Le ministre de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le sous-directeur,
JEAN BONNEFONT.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,
chargé de l'information,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le directeur du cabinet,
PIERRE BANDET.

JEUNESSE ET SPORTS

Création d'un brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965, modifié par l'arrêté du 1^{er} décembre 1967 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé un brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine, qui permet à ses titulaires d'enseigner, à titre rémunéré, des exercices et des mouvements de formation, esthétiques et expressifs, et exécutés sur une base rythmique ou harmonique.

Art. 2. — Pour être admis à se présenter aux épreuves de l'examen conduisant à la délivrance du brevet d'Etat prévu à l'article 1^{er}, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

Etre âgés de dix-huit ans révolus au 1^{er} janvier de l'année de l'examen ;

Etre titulaires du brevet d'études du premier cycle ou de l'un des brevets ou certificats exigés pour se présenter au concours pour le diplôme de maître d'éducation physique et sportive.

Art. 3. — Les candidats au brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine doivent faire parvenir au service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, deux mois au moins avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription sur papier libre, précisant le sport choisi par le candidat pour l'épreuve sportive à option définie par l'article 5 (III, 3°) ci-après ;

Une fiche d'état-civil ;

Un extrait du casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Une copie certifiée conforme ou une photocopie de l'un des brevets ou certificats prévus à l'article 2 ci-dessus ;

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement des activités physiques, datant de moins de trois mois.

Art. 4. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine est nommé par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports et comprend :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Quatre membres du corps enseignant de l'éducation physique et sportive spécialistes de gymnastique féminine ;

Trois enseignants de la même spécialité, non fonctionnaires ;

Un médecin.

Art. 5. — L'examen du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine comporte :

Une épreuve pédagogique ;

Des épreuves théoriques ;

Des épreuves pratiques.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20.

A l'épreuve pédagogique, toute note inférieure à 10, après décision du jury, est éliminatoire ; toute note égale ou inférieure à 6 aux épreuves théoriques et aux épreuves pratiques est éliminatoire après décision du jury.

I. — Epreuve pédagogique.

Cette épreuve consiste dans la préparation d'une séance de gymnastique féminine d'une durée d'une heure et dans la présentation effective de tout ou partie de cette dernière.

Un thème est donné à chaque candidat, lui précisant le nombre et l'âge des élèves ainsi que les moyens matériels mis à sa disposition ; quarante minutes lui sont laissées pour préparer un plan écrit.

Le candidat effectue ensuite une présentation d'une durée d'au moins vingt minutes selon la méthode de son choix.

La note attribuée pour cette épreuve est affectée du coefficient 4. Seuls sont admis à se présenter aux épreuves théoriques et pratiques les candidats ayant obtenu 40 points.

II. — Epreuves théoriques.

Les épreuves théoriques sont au nombre de trois :

1° Une épreuve se rapportant à l'anatomie, à la physiologie et à l'hygiène appliquées aux activités physiques (coefficient 1).

2° Une épreuve concernant la pédagogie, l'établissement des programmes et des progressions, la composition des séances, le choix des exercices et des mouvements, le commandement (coefficient 1).

3° Une interrogation portant sur l'histoire des idées et méthodes relatives aux activités physiques et sportives et notamment à la gymnastique féminine depuis le début de XIX^e siècle (coefficient 1).
Les programmes de ces épreuves théoriques sont publiés en annexe du présent arrêté.

III. — Epreuves pratiques.

Les épreuves pratiques sont au nombre de trois :

1° Une épreuve gymnique. Cette épreuve consiste dans la présentation, sur une musique choisie par le candidat, de deux enchaînements libres de deux à trois minutes chacun, l'un avec engin, l'autre sans engin (coefficient 2).

2° Un test de sens musical et rythmique consistant dans une interprétation corporelle à partir d'un thème musical imposé (coefficient 2).

3° Une épreuve sportive à option. Cette épreuve porte sur l'une des spécialités suivantes : natation, athlétisme et gymnastique sportive.

Les barèmes ainsi que les conditions de notation correspondantes sont publiés en annexe (coefficient 1).

Art. 6. — Pour pouvoir prétendre à l'attribution du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine, les candidats doivent avoir obtenu un total d'au moins 120 points.

Sur proposition du jury, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse et des sports arrête la liste des candidats définitivement admis à l'examen.

Art. 7. — La liste des diplômes figurant au tableau A 2 annexé à l'arrêté susvisé du 30 juillet 1965, modifié par l'arrêté du 1^{er} décembre 1967, est complétée par le brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine.

Art. 8. — En application des dispositions de l'article 6 modifié de la loi du 6 août 1963 susvisée, le brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la gymnastique féminine sera délivré, sur leur demande et sans examen, aux personnes pouvant justifier, au titre de l'année 1968 et des années antérieures, de la possession d'un des diplômes suivants : diplôme de l'association française de gymnastique harmonique Irène Popard, diplôme de l'école française de gymnastique harmonique et rythmique Simon Siegel et diplôme de l'éducation physique et rythmique Andrée Joly.

Art. 9. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 août 1968.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur de l'éducation physique
et des sports,
MARCEAU CRESPIN.*

N. B. — Les annexes du présent arrêté seront publiées au *Bulletin officiel* de l'éducation nationale.

MINISTERE D'ETAT CHARGE DES AFFAIRES SOCIALES

Régime d'assurances sociales des étudiants.

Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales et le ministre de l'éducation nationale,

Vu le titre I^{er} du livre VI du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 48-2066 du 31 décembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 ;

Vu les arrêtés du 15 avril 1957, du 6 février 1962, du 13 avril 1962 et du 10 septembre 1965 ;

Vu l'avis de la commission instituée par arrêté du 29 décembre 1965,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Sont assujettis aux dispositions du titre I^{er} du livre VI du code de la sécurité sociale portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime des assurances sociales les élèves des sections et classes des établissements ci-dessous désignés :

Centre de formation des journalistes, 29, rue du Louvre, Paris (2^e) : élèves de l'établissement (trois années d'études), à l'exclusion des élèves de la section préparatoire.

Ecole des secrétaires de direction, 15, rue Soufflot, Paris (5^e) : élèves de la section préparant au brevet de technicien supérieur de secrétariat (deux années d'études).

Ecole spéciale de mécanique et d'électricité, 4, rue Blaise-Desgoffe, Paris (6^e) : élèves de la classe préparatoire dite de mathématiques supérieures.

Ecole supérieure des sciences commerciales appliquées, 1, rue Bougainville, Paris (7^e) :

a) Elèves admis à se présenter à l'issue de l'année scolaire considérée à l'examen probatoire visé à l'article 5 du décret n° 63-999 du 4 octobre 1963 relatif au diplôme d'études comptables supérieures (D. E. C. S.) et qui remplissent les conditions prévues par l'article 7 de l'arrêté du 10 janvier 1964, à l'exclusion des élèves visés au paragraphe b de l'alinéa 4 dudit article ;

b) Elèves admis à se présenter aux épreuves de l'un des certificats composant le D. E. C. S. en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 10 janvier 1964, à l'exclusion des élèves inscrits en stage réglementaire du diplôme d'expertise comptable par les conseils de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés.

Art. 2. — Les dispositions prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté ne demeurent en vigueur que si les étudiants ou élèves des sections d'établissements considérés continuent à remplir les conditions qui ont recueilli l'avis favorable de la commission instituée par l'arrêté du 29 décembre 1965.

Art. 3. — Cesse de bénéficier des dispositions susvisées l'élève qui n'a pas obtenu à la fin de la période correspondant à la durée normale de scolarité le titre en vue duquel il est inscrit à l'école, sauf autorisation de prolongation de scolarité accordée dans les conditions prévues par le règlement de l'école.

Art. 4. — Bénéficient seuls des dispositions du titre I^{er} du livre VI du code de la sécurité sociale les élèves de nationalité française ainsi que les ressortissants des Etats étrangers ayant passé à cet effet une convention diplomatique avec la France et les réfugiés bénéficiaires des dispositions de la convention de Genève du 28 juillet 1951.

Art. 5. — Le présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} octobre 1968, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 juillet 1968.

Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales,

Pour le ministre d'Etat et par délégation :

*Le directeur du cabinet,
PAUL LEMERLE.*

Le ministre de l'éducation nationale,

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire général,
PIERRE LAURENT.*

Le ministre d'Etat chargé des affaires sociales et le ministre de l'éducation nationale,

Vu le titre I^{er} du livre VI du code de la sécurité sociale ;

Vu le décret n° 48-2066 du 31 décembre 1948 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948 ;

Vu l'avis de la commission instituée par arrêté du 29 décembre 1965,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. — Sont assujettis aux dispositions du titre I^{er} du livre VI du code de la sécurité sociale portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime des assurances sociales les élèves des sections et classes des établissements ci-dessous désignés :

Ecole de préparation aux examens comptables de l'Etat, 74-76, rue du Temple, Paris (3^e) :

a) Elèves admis à se présenter à l'issue de l'année scolaire considérée à l'examen probatoire visé à l'article 5 du décret n° 63-999 du 4 octobre 1963 relatif au diplôme d'études comptables supérieures (D. E. C. S.) et qui remplissent les conditions prévues par l'article 7 de l'arrêté du 10 janvier 1964, à l'exclusion des élèves visés au paragraphe b de l'alinéa 4 dudit article ;

b) Elèves admis à se présenter aux épreuves de l'un des certificats composant le D. E. C. S. en application des dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté susvisé du 10 janvier 1964, à l'exclusion des élèves inscrits en stage réglementaire du diplôme d'expertise comptable par les conseils de l'ordre des experts comptables et des comptables agréés.

Institut central des attachés de direction, 91, rue de l'Université, Paris (7^e) : élèves de la section préparant au brevet de technicien supérieur de secrétariat trilingue (deux années d'études).

Institut d'économie et de coopération européenne, 11, rue Ernest-Lacoste, Paris (12^e) :

Section préparant au brevet de technicien supérieur de comptabilité et gestion d'entreprise (élèves des deux années d'études) ;

Section préparant au brevet de technicien supérieur de distribution du commerce et de gestion commerciale (élèves des deux années d'études) et élèves de dernière année d'études (troisième année commune aux deux sections).

Institut supérieur de gestion économique, commerciale, financière, 70, boulevard Pereire, Paris (17^e) : élèves de l'établissement (trois années d'études).

Cours Baronnat, 3, avenue Félix-Viallet, à Grenoble : élèves de la section préparant au brevet de technicien supérieur de comptabilité et gestion d'entreprise (deux années d'études).

Cours Thevenon, 3 et 5, place de l'Etoile, à Grenoble : élèves de la section préparant au brevet de technicien supérieur de secrétariat (deux années d'études), à l'exclusion des auditeurs libres.

Ecole commerciale de jeunes filles, 8, avenue Debrousse, Lyon (5^e) : élèves de la section préparant au brevet de technicien supérieur de secrétariat (deux années d'études).

Art. 2. — Ces dispositions sont applicables aux élèves des établissements et sections d'établissements susmentionnés pour une durée de trois ans à compter du 1^{er} octobre 1968 ; à l'expiration de ce délai, leur application sera reconduite ou suspendue en fonction des résultats obtenus par les élèves en cause aux examens dont l'établissement qu'ils fréquentent assure la préparation et compte tenu d'un effectif d'élèves qui garantisse la viabilité de la section.